

# Solidaires en action <sup>N° 116</sup>

Le 13 novembre 2014

## **A Lyon, les 29 et 30 novembre contre le FN !**

**La situation sociale, économique et politique crée un très fort sentiment d'exaspération parmi la population. Le Front national tente de récupérer cette colère à son profit, dans sa logique de conquête du pouvoir.** Pour Solidaires, le Front national n'est pas un parti comme un autre. Il reste un parti fondamentalement d'extrême droite, raciste et nationaliste. La base de sa politique reste la préférence nationale, la division des travailleur-ses, la promotion d'un capitalisme national.

Si le Front national se présente comme « antisystème » et « social », sa gestion de la quinzaine de villes conquises aux dernières élections municipales montre le contraire : fin de la gratuité de la cantine pour les ménages les plus pauvres, heures de garderie refusées aux enfants de parents chômeurs-ses, suppression des subventions aux centres sociaux des quartiers les plus défavorisés : **dans les villes FN ce sont les classes populaires qui trinquent !**

Quant à son programme économique, s'il est depuis peu saupoudré de mesures d'apparence sociales, il prône un capitalisme national, axé sur la « préférence nationale », donc des mesures de ségrégation racistes accentuant les inégalités entre les salarié-es. Loin d'apporter des réponses notamment sur la redistribution des richesses, les « solutions » nationalistes, racistes et sécuritaires préconisées par le Front national ne feraient que diviser profondément les travailleuses et les travailleurs. Son projet politique ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité. **En désignant les immigré-es ou/et les musulman-es comme responsables de la situation, le Front national exonère les patrons, les actionnaires et les banquiers de leurs responsabilités !**



Partisans d'un syndicalisme de transformation sociale, nous pensons que ce système doit être combattu et radicalement modifié, qu'un autre partage des richesses est une nécessité absolue ! C'est, pour nous, une des façons les plus sûres pour faire redescendre le poids de l'extrême droite au niveau groupusculaire. **C'est ce que nous dirons, aux côtés d'autres organisations lors de la manifestation antifasciste du samedi 29 novembre à Lyon alors que le FN y tiendra son congrès, et au cours des débats qui auront lieu le lendemain, dimanche 30 novembre, pour réaffirmer que le FN est l'ennemi des salarié-es, des chômeur-euses et des retraité-es !**

## **Santé et services publics : mobilisation le 18 novembre**

**Depuis des mois maintenant, les salarié-es des hôpitaux se mobilisent contre les conditions faites à la santé dans le contexte de l'austérité gouvernementale.** Ils ont été rejoints par de nombreuses associations qui partagent le même souci, tant la santé est un droit fondamental de tous et toutes, mis à mal ces dernières années. Après plusieurs journées de mobilisation et une manifestation nationale en septembre, **ils et elles seront à nouveau à Paris, le 18 novembre pour manifester à l'heure où les députés discutent de nouvelles restrictions budgétaires.**

**Ce même jour, les syndicats de le Fonction publique (CGT, FA-FPT, FSU, Solidaires,...) seront aussi dans la rue pour protester contre le budget d'austérité.** Ce budget n'est malheureusement qu'une étape puisque les restrictions sont annoncées pour les trois années qui viennent avec toujours la même logique : poursuite du blocage des salaires, nouvelles baisses d'effectifs hormis les secteurs déclarés prioritaires (éducation, justice et police) et disparition de services rendus à la population. C'est une véritable casse programmée de l'action publique qui se prépare. Plus largement, régime d'assurance chômage et baisse d'indemnisation des chômeurs et chômeuses, baisse des droits de représentation et de défense des salarié-es dans les entreprises, extension du travail de nuit et du dimanche : c'est bien un plan d'ensemble de destruction des droits sociaux qui est en marche pour la seule satisfaction du patronat. Notre pouvoir d'achat, notre santé, nos conditions de vie et de travail, d'éducation, de transport et de logement se dégradent, nos droits se délitent. Le pouvoir d'achat des capitalistes et des actionnaires ne cesse d'augmenter et les multinationales se planquent au Luxembourg et dans les paradis fiscaux pour ne pas payer l'impôt sur les sociétés.

**La convergence des personnels et associations de la santé et des syndicats de la Fonction publique est un premier pas pour une mobilisation d'ampleur contre l'austérité gouvernementale et contre les politiques européennes guidées par la volonté de satisfaire les seules exigences capitalistes.**

## **Auxiliaires de vie scolaire de Haute Garonne en colère**

**Plus de 1 100 personnes, en Haute-Garonne, effectuent au quotidien les missions d'accompagnement d'enfants en situation de handicap, de la maternelle aux études supérieures.** Ils/elles les accompagnent pour surmonter leurs difficultés et leur permettre de suivre et pour suivre leurs études dans des établissements scolaires ordinaires. Jusqu'à maintenant, ils/elles assuraient ces missions de service public dans une grande précarité... Mais avec la promesse que cela changerait !

Le 27 juin 2014 est publié un décret sur la professionnalisation de leur métier. Son application ne les satisfait pas en les maintenant toujours dans la précarité avec des petits salaires (entre 590 et 670 euros net), des mi-temps imposés, des heures travaillées non prises en compte, des CDIisations non conformes à leurs attentes et besoins... Quant aux conditions pour bénéficier d'un tel CDI, elles sont intolérables!

**Ils/elles exigent la titularisation de tous les AVS/AESH déjà en poste, une « vraie » formation continue, la reconnaissance par un Diplôme d'État de niveau IV, des contrats à temps plein, la revalorisation des salaires et la création d'un statut réel et reconnu des Accompagnant d'Élève en Situation de Handicap**

Le collectif AVS 31 en colère, soutenu par SUD Education, la FSU et la CGT, appelle tous les AVS/AESH, et sympathisants à la grève le 25 novembre.

## **C'est Noël, SANOFI donne Quetigny**

**Suite à l'annonce de la vente de leur unité de production, les salarié-es de SANOFI à Quétigny (Cote d'Or) se sont massivement mis en grève reductible depuis le 4 novembre.**

Avec le refus de cette vente duperie à Delpharm, société connue pour ses bas salaires, ses conditions de travail déplorables, son absence de CCE (sachant que celle-ci aurait, au moins dans un premier temps, comme client unique SANOFI), le maintien des emplois, des salaires, des avantages sociaux et des accords collectifs complètent le tableau des revendications phares des grévistes, qui bloquent par un piquet et barricades les sorties de produits finis.

Aucune étiquette syndicale (les syndicats maison CGT, CFDT et CFE CGC, incompetents, ont été mis sur la touche dès le début du conflit) pour un **comité de lutte, profondément démocratique**, mis en place par les grévistes, tout cela avec le soutien actif de Solidaires 21 et de SUD Chimie par la rédaction d'un communiqué de soutien, du ravitaillement des grévistes et la mise en place d'une caisse de grève en solidarité.

Prochaine étape, le 12 novembre à l'occasion d'un CE extraordinaire qui doit statuer sur les conditions sociales de la reprise par Delpharm. Forte mobilisation espérée avec envahissement notamment médiatique du CE avant des actions d'ampleur à commencer par le 13 avec manifestation... **Face à la casse sociale, la lutte commence et promet d'être longue !** Ils sont déterminés, les salarié-es encore plus ! Les capitalistes de SANOFI nous coûtent cher : soutien à cette lutte légitime et indispensable !

## **Douanes : la lutte, c'est indispensable**

**Un an que la lutte contre le démantèlement du service public douanier est engagée ! Un an que la douane se bat pour ne pas être le supplétif du grand commerce international !** Un an que la douane se bat pour être un outil public de protection des populations contre les pandémies véhiculées par la mondialisation marchande ! Un an que la douane se bat contre les suppressions de milliers de postes alors qu'elle n'en comporte déjà plus que 16 000, contre le démantèlement du contrôle et de la lutte contre la fraude... !

2/3 des bureaux de douanes qui seront laminés, 1 brigade de surveillance sur 2 au mieux conservée, des services supports concentrés : une seule réponse, indispensable et immédiate, au service public en lambeaux : la lutte. Ils ont pris un coup le 21 mars mais se sont bien vite remis. Ce n'était évidemment pas assez.

**Le prochain rendez vous aura donc lieu à Paris, par un rassemblement à l'Assemblée Nationale, le 27 novembre prochain.** Et c'est Solidaires, le syndicat de lutte et de résistance en douane, qui invite, avec toutes celles et ceux pour qui le progrès social passe inmanquablement par le rapport de force. Ils sont déterminés à casser l'outil qui nous fait vivre, nous sommes encore plus déterminés qu'eux à le protéger et à le développer !

## **Usine des 1000 vaches : la mobilisation continue**

Le 28 octobre à Amiens, environ 4 000 personnes, des associations, syndicats, et partis, étaient présent-es lors du procès des 9 camarades de la Confédération paysanne. Le tribunal les a condamnés à des peines allant jusqu'à 5 mois de prison avec sursis. La Confédération paysanne choisit de faire appel de ce jugement : « **Nous ne pouvons accepter que la défense de nos emplois, de notre environnement, de nos territoires soit considérée comme un acte criminel. C'est là l'essence même de notre travail de syndicaliste** ». Le combat continue !

## **Au Testet aussi, halte aux violences policières**

**Rémi Fraisse, étudiant de 21 ans est décédé sur le site de Sivens lors de la manifestation qui a rassemblé plusieurs milliers d'opposants au barrage. Il a été tué par l'explosion d'une grenade offensive de la gendarmerie.**

Ce drame n'est pas un accident, il est le résultat de plusieurs mois de violences policières croissantes envers les opposant-es pour imposer un projet inutile dont la pertinence est aujourd'hui même remise en cause par un rapport d'experts : trop coûteux, ne répondant pas aux besoins réels, entraînant des dégradations et destructions environnementales sans prise en compte des solutions alternatives possibles et existantes.

**La répression à laquelle ont fait face les opposants au barrage, n'est pas isolée.** De peur de voir se multiplier les résistances et les alternatives comme à Notre-Dame-des-Landes, le gouvernement crée un climat de violences et de criminalisation des mouvements sociaux et écologiques.

Un jeune manifestant de 21 ans est mort. Cet acte ne peut rester sans réaction.

Dans plusieurs villes, nombreux sont ceux qui ont voulu exprimer leur indignation face à cet acte horrible, défendre notre droit à manifester, à résister aux politiques qui vont à l'encontre des intérêts de la majorité de la population. Là encore, le pouvoir politique a répondu par la répression en interdisant des rassemblements ou manifestations.

Dans une tentative de pseudo dialogue, Ségolène Royal affirme à la fois son soutien au maintien d'un projet au Testet et à un modèle agricole dépassé destructeur d'emplois et de l'environnement. Elle a aussi appelé « à l'évacuation du terrain, site d'une occupation illégale » ! A ces déclarations s'ajoute le propos de Manuel Valls qui rappelle que « la détermination de l'Etat à voir le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes se réaliser est intact ».

Nous, organisations signataires\* de cet appel, ne renoncerons pas face aux menaces et aux violences policières. Nous appelons à l'amplification des mobilisations et demandons :

- ♦ **L'arrêt immédiat des travaux et l'abandon définitif du projet de barrage et de tous les projets inutiles.**
- ♦ **Que toute la vérité soit faite sur les circonstances de la mort de Remi Fraisse.** Il faut établir les responsabilités à tous les niveaux.

- ♦ **Nous voulons faire cesser la politique répressive du gouvernement.** Aujourd'hui c'est un manifestant qui a été tué mais nous rappelons que les violences policières font fréquemment des victimes notamment dans les quartiers populaires.

*\* notamment l'Union syndicale Solidaires, Attac, Les Amis de la terre, Les Alternatifs, AL, EELV, Ensemble, PG, PCF, NPA.*

## **Commerce : non au travail dominical et nocturne**

**Le 14 novembre, le CLIC-P, l'intersyndicale du commerce parisien dont fait partie SUD Commerce Ile-de-France, appelle à une journée de mobilisation, avec grève et manifestations, contre l'extension des horaires d'ouverture des commerces dans la capitale.**

Le Ministre Macron, qui porte la réforme, jette de la poudre aux yeux : il promet des compensations pour tous les salarié-es qui travailleraient le dimanche, prenant exemple sur la boulangerie : un fort mauvais exemple quand on sait que le travail dominical n'est majoré qu'à hauteur de 20 % et qu'un jour de fermeture donc de repos hebdomadaire existe par arrêté... alors que les patrons du commerce veulent eux ouvrir 7 jours sur 7 !

La société Sephora verse elle dans la provocation : elle propose à signature une nouvelle mouture d'un accord sur le travail de nuit, pourtant illégal au regard de la jurisprudence...

**C'est bien la généralisation du « travail du soir » qu'on nous prépare, généralisation d'autant plus dommageable qu'une étude médicale vient de démontrer que travailler en horaires décalés nuit à la santé.**

Dans les semaines qui viennent, outre l'intensification des actions juridiques à l'encontre des enseignes qui bafouent le repos dominical et nocturne, la mobilisation peut faire la différence : **la Fédération SUD Commerces et Services-Solidaires s'est adressée aux autres forces syndicales pour élaborer une riposte commune, qui pourrait prendre la forme d'une journée de grève nationale dans le commerce lors des fêtes de fin d'année.**

## **CHU d'Angers : grève reconductible victorieuse**

La douceur angevine a été bousculée pendant 7 jours. Suite à une semaine de forte mobilisation et après un pique-nique solidaire organisé par les collègues en grève, le personnel de la REA B a globalement obtenu satisfaction par rapport à ses revendications. **Tous les jours à 10 h, une AG était organisée pour définir les actions à mener dans la journée. La rédaction de tracts, les courriers, les banderoles... ont été pris en charge et réalisés par les collègues.** La pression exercée par les collègues et leur détermination ont payé. Cette équipe jeune et sans expérience syndicale a su, jusqu'au bout, rester solidaire et déterminée, malgré des pressions individuelles par la DRH, certains cadres et médecins. Les Syndicats SUD et CGT ont accompagné et conseillé cette mobilisation par une présence permanente, tout en laissant le collectif gérer son mouvement. La CFDT, FO et CFTC ont été en total retrait et dépassés par ce qui se construisait.

Ce mouvement, inédit sur le CHU d'Angers, est un cas d'école. **L'équipe de REA a, dès le début, pris en charge de façon collective et démocratique sa mobilisation, et utilisé la grève reconductible pour instaurer un rapport de force.**

## Contre la précarité et le chômage, pour la justice sociale

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la situation des chômeurs, des précaires, des salariés et de la majorité de la population est loin de s'améliorer, bien au contraire. **Chaque mois, de plus en plus de chômeurs, malgré l'explosion des radiations, des mesures contraignantes dont le but est de renforcer et multiplier les contrôles.**

Une nouvelle convention d'assurance chômage défavorable aux chômeurs ; une allocation dont le plafond baisse de 57,4 % à 57 % des derniers salaires ; des droits rechargeables, dont la mise en œuvre encore floue laisse craindre une pérennisation de la précarité. En effet, dans la conjoncture actuelle qui espère encore un CDI à temps plein ? Au-delà des chômeurs, les salariés voient leur revenu remis en cause, y compris le SMIC, et leurs conditions de travail dégradées, avec des attaques sans précédent contre les 35 h. et les seuils sociaux.

Favoriser encore et toujours le Medef, les actionnaires et les financiers, à coups de pacte de responsabilité, d'exonérations, de remises sur les cotisations sociales... Voilà la politique que nous subissons aujourd'hui !

**Eux, ils s'organisent et se défendent, et comme rien ne leur suffit jamais, ils attaquent pour en avoir toujours plus, d'argent, de pouvoir... Et nous qui avons l'immense force du nombre, on pense trop souvent que c'est comme ça, que l'on n'y peut rien, que ça ne changera jamais...**

Les pôles-emploi, les CAF et tous les « guichets » publics sont de plus en plus éloignés des centres villes, au fond de zones industrielles et commerciales, avec les problèmes de transports et de déplacements que cela génère.

Cela aussi conduit à l'isolement des chômeurs et les privent un peu plus des quelque droits qui leur restent. Bientôt le centre d'appel et de contact pour les chômeurs, le 39 49 ne serait plus accessible, gratuitement, dans les agences comme c'est le cas aujourd'hui, il sera joignable mais à partir de son propre téléphone donc de façon payante : encore un droit de moins et une difficulté de plus !



**Les attaques contre les chômeurs sont des attaques contre toutes et tous !**

AC !, APEIS, MNCP et CGT-Chômeurs appellent à participer nombreux à la **manifestation contre le chômage et la précarité et pour la justice sociale, le samedi 6 décembre 2014**, à 14 heures, Place de Stalingrad à Paris.

## Dans la rue à Bruxelles, contre le sommet des chefs d'Etat

*L'alliance D19-20 rassemble diverses organisations syndicales, associatives et politiques. Avec celles-ci et d'autres collectifs militants européens, l'Union syndicale Solidaires est signataire de l'appel à occuper les rues de Bruxelles le 19 décembre.*

**Les dirigeants nationaux et européens continuent de soumettre les peuples au bon vouloir des actionnaires et des multinationales.** L'austérité est de plus en plus brutale. La plupart des programmes d'austérité nationaux sont l'application des recommandations européennes faites dans le cadre du TSCG que nos états ont approuvé. Elle nous entraîne dans une spirale récessive et impose des régressions sociales d'ampleur. La négociation secrète de traités de libre-échange témoigne elle aussi de la volonté de nous imposer les intérêts des multinationales et leur logique du profit au détriment d'une Europe sociale, écologique et démocratique.

Nous appelons toutes les organisations et les personnes à faire du 19 décembre 2014 une journée d'action et de convergence de luttes.

**Prenons les rues pour rappeler à nos dirigeants que l'intérêt général n'est pas celui des multinationales et des lobbies, que la démocratie ne fonctionnera pas sans nous.**

Seule une Europe réellement sociale et démocratique pourra répondre aux besoins sociaux fondamentaux des populations et garantir un avenir de prospérité pour toutes et tous, dans les limites de la nature.

Il est plus que temps d'arrêter ces sommets de massacres !

Leurs profits, c'est le fruit de notre travail qu'ils s'approprient ! L'Europe, c'est nous.

**Contre les coupes budgétaires, refusons de payer la crise des banques !**

*Pour une éducation, un travail, une alimentation, des services publics, un environnement de qualité, retirons le TTIP !*

## Les capitalistes nous coûtent cher : du matériel disponible

Tracts généraux et thématiques, affiches, affichettes d'actualité, autocollants, badges, et même des T-Shirts, sont disponibles pour **mener la campagne auprès de nos collègues et plus largement, sur les marchés, dans les gares, etc...** Ils sont disponibles auprès de vos syndicats et Solidaires locaux.



Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/rubrique70.html>